



L'affaire des travailleurs ...

Le premier Mai 1956 avait quelque chose d'insolite. Le brio de nuquet se vendait 150 fr. Le ciel était gris et sale. Les organisations syndicales, les organisations politiques, les organisations syndicales, les organisations politiques, les organisations syndicales...

C'est pourquoi le Bureau, puis le Conseil Syndical du SERP décident d'appeler tous les enseignants de la Région Parisienne à une grande assemblée sur le problème algérien pour le jeudi 26 avril. Mais les camarades jeunes trouvent ce délai trop long et demandent au meeting de jeunes sur le même thème.

Chez Renault, une manifestation était organisée pour le samedi 22 avril. Des travailleurs d'un atelier ont protesté avec force contre ce simulacre de protestation qui n'avait rien à voir avec la volonté de battre des jeunes. Pourquoi pas organiser la manifestation le dimanche 5 ?

Dans l'armée même, des jeunes font circuler des pétitions demandant l'arrêt des hostilités en condamnant la politique de force imposée par le commandant en chef. Mais à l'arrière, il est difficile de trouver mille astuces pour isoler, cloisonner, émettre cette volonté de lutte qui n'est pas seulement ressentie par les jeunes mais par tous les travailleurs.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que se préparent des véritables Premiers Mai. FRANÇOIS TARRANT.

DEUX MEETINGS DU SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA REGION PARISIENNE CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

ES la rentrée des vacances scolaires de Pâques et face aux nouvelles mesures gouvernementales visant à intensifier la guerre en Algérie et à enfoncer le pays toujours plus irrémédiablement dans cette guerre, les militants responsables du Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne ont organisé deux meetings pour discuter les questions inquiètes des jeunes camarades directement touchés, les pétitions, les motions collectives de protestation de tous les enseignants.

Le camarade L. Schwartz, professeur à Norme, qui avait été invité spécialement à participer à ce meeting, avait insisté sur la nécessité de rassembler toutes les forces syndicales et ouvrières d'exercer sur le gouvernement une pression toujours plus forte, afin que celle-ci, dans cette campagne d'intimidation, ne se contente pas de faire un jeu de position, qu'elle ne se contente pas de faire un jeu de position, qu'elle ne se contente pas de faire un jeu de position...

C'est pourquoi le Bureau, puis le Conseil Syndical du SERP décident d'appeler tous les enseignants de la Région Parisienne à une grande assemblée sur le problème algérien pour le jeudi 26 avril. Mais les camarades jeunes trouvent ce délai trop long et demandent au meeting de jeunes sur le même thème.

Vendredi soir, 20 avril, s'est donc tenu à la Bourse du Travail un meeting auquel participèrent environ 500 camarades venus manifester leur accord total avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP. Malgré les délais très courts, les camarades avaient répondu avec enthousiasme à l'appel du SERP, prouvant ainsi toute l'importance de ce problème et la responsabilité de tous les enseignants de la Région Parisienne, le promoteur d'une telle mobilisation.

L'Union Nationale des Etudiants de France, invité d'honneur, a été représenté par ses vice-présidents. Des responsables parisiens de la Fédération Nationale des Auteurs de Journaux ont également participé à l'organisation et affirmé leur accord avec les positions défendues par le SERP.

Après ces deux meetings, les camarades de la Région Parisienne ont décidé de lancer une campagne de pétitions et de lettres adressées à tous les pouvoirs publics, afin de leur faire connaître les aspirations des enseignants et de leur faire part de leur indignation devant les méthodes indiennes d'un gouvernement démocratique et républicain.

Les camarades L. Schwartz, professeur à Norme, qui avait été invité spécialement à participer à ce meeting, avait insisté sur la nécessité de rassembler toutes les forces syndicales et ouvrières d'exercer sur le gouvernement une pression toujours plus forte, afin que celle-ci, dans cette campagne d'intimidation, ne se contente pas de faire un jeu de position, qu'elle ne se contente pas de faire un jeu de position, qu'elle ne se contente pas de faire un jeu de position...

C'est pourquoi le Bureau, puis le Conseil Syndical du SERP décident d'appeler tous les enseignants de la Région Parisienne à une grande assemblée sur le problème algérien pour le jeudi 26 avril. Mais les camarades jeunes trouvent ce délai trop long et demandent au meeting de jeunes sur le même thème.

Vendredi soir, 20 avril, s'est donc tenu à la Bourse du Travail un meeting auquel participèrent environ 500 camarades venus manifester leur accord total avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP. Malgré les délais très courts, les camarades avaient répondu avec enthousiasme à l'appel du SERP, prouvant ainsi toute l'importance de ce problème et la responsabilité de tous les enseignants de la Région Parisienne, le promoteur d'une telle mobilisation.

L'Union Nationale des Etudiants de France, invité d'honneur, a été représenté par ses vice-présidents. Des responsables parisiens de la Fédération Nationale des Auteurs de Journaux ont également participé à l'organisation et affirmé leur accord avec les positions défendues par le SERP.

Après ces deux meetings, les camarades de la Région Parisienne ont décidé de lancer une campagne de pétitions et de lettres adressées à tous les pouvoirs publics, afin de leur faire connaître les aspirations des enseignants et de leur faire part de leur indignation devant les méthodes indiennes d'un gouvernement démocratique et républicain.

LES LECTEURS NOUS ECRIVENT

Vendredi, 27 Avril 1956. Chers camarades, NOUS vous adressons une copie de lettre adressée au président du Conseil du gouvernement français et au président de la Bourse du Travail en instance de départ pour l'Algérie.

« Les traditions de justice et de liberté de la République française par la Constitution de 1956 et plus récemment le programme électoral sur lequel vous avez voté le 6 janvier nous font espérer que vous saurez résoudre par la négociation le problème algérien comme ont été résolus les problèmes indochinois, marocain et tunisien. »

« Dans l'espoir, camarades, que vous ferez bon accueil à notre lettre, recevez nos salutations fraternelles. Vous voudrez bien nous faire connaître pourquoi le texte de notre pétition fut trop modéré et pourquoi nous ne sommes pas parvenus à communiquer nos noms et adresses précises. »

Rappelés de la 53/1 Incorporés dans le 3/9 R.I.C. stationnés à Evreux ; séparé très prochainement.

NOUS AVONS RECU LA LETTRE SUIVANTE « Nous courons au fascisme avec un gouvernement dit de gauche. Comme le soutient l'Observateur — ou le Canard Enchaîné — les rares, si ce ne sont les seuls, journaux qui ont le courage de dire Non ! Il serait lamentable que les dangers que les derniers voix se taisent. La « gauche » agonise, soit, mais de la gauche, il n'y a plus. Après la dernière manifestation de la salle Wagram une foule de gens se demandent en quoi la gauche est dangereuse. Quant à nous, nous ne serons pas un peu tard. L'Algérie était encore une occasion de nous en finir avec une bonne fois, Hélas ! »

Avec tous mes encouragements pour votre campagne courageuse. »

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS DEFIENT (Suite de la première page.) ver le commandant fit appel à une compagnie de CRS de Thionville, qui arriva aux abords de la ville. Les gendarmes se postèrent alors sur le quai. Les jeunes recrus eurent connaissance de leur présence, firent monter dans le train.

Les soldats, en passant devant les officiers, se mirent à crier, à manifester leur mécontentement et crièrent à nouveau : « A bas la guerre d'Algérie ! »

Cependant, l'express Nantes-Bordeaux était arrêté tous les 10 kms par des barrages de CRS et de gendarmes d'alarme. Cependant, à Brest, à Evreux, au Teil, à Villeneuve-St-Georges, au Trouilly, des manifestations bloquaient les routes.

La guerre d'Algérie ne coûte pas seulement des vies humaines, elle exige pas seulement l'envoi de centaines de milliers de jeunes hommes à leurs familles et de leur métier ; elle coûte aussi des milliards, par centaines.

Personne n'ose parler du déficit du budget : mille milliards ? c'est le chiffre officiel. 1500, 2000 milliards ? Il ne servirait à rien de le dire. A qui le gouvernement veut-il le faire payer ? Aux travailleurs, comme d'habitude.

Il s'agit, d'abord, d'augmenter l'impôt sur le revenu de 10 %. Au profit de qui ? De la guerre. On cherche à leur interdire la grève, en commençant par ceux de la radio et de la presse. On cherche à leur retirer les crédits déjà misérables de l'enseignement, et la Faculté des Sciences de Paris doit être fermée. On cherche dans ces conditions, à assumer ses services à la rentrée d'octobre.

Le peuple ne veut pas payer les frais de cette guerre, parce qu'il ne veut pas la guerre. L'exemple des travailleurs algériens, l'exemple des jeunes rappelés, l'exemple de ces 23 ouvriers de la Régie Renault qui veulent adresser un appel à tous les travailleurs de France pour une action de masse contre la sale guerre, sera médité et suivi. L'heure se rapproche d'une action d'ensemble pour la Paix et la Liberté.

Protestation du S.N.E.S. Vivement alarmé par un certain nombre d'attentes portées de différents côtés, nous nous sommes (liberté d'opinion, liberté de la presse en particulier).

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales.

En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LA VERITE

LA REGIE RENAULT

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale pour en janvier 1956 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures. 2) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.

ADHIERE au Parti Communiste Internationaliste

— Pour la fin de la sale guerre d'Afrique du Nord.

Moins d'une semaine après le premier meeting le jeudi 26 avril (l'après-midi), se tenait à la Bourse du Travail une assemblée des enseignants de la Région Parisienne sur le même thème.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

NOTRE ORGANISATION SYNDICALE DEVANT LE PROBLEME ALGERIEN Pour l'organisation et l'analyse de la situation par Ruff, les enseignants de la Région parisienne ont manifesté leur accord avec la politique de force imposée par le dernier Congrès du SERP.

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS DEFIENT

(Suite de la première page.) ver le commandant fit appel à une compagnie de CRS de Thionville, qui arriva aux abords de la ville. Les gendarmes se postèrent alors sur le quai. Les jeunes recrus eurent connaissance de leur présence, firent monter dans le train.

Les soldats, en passant devant les officiers, se mirent à crier, à manifester leur mécontentement et crièrent à nouveau : « A bas la guerre d'Algérie ! »

Cependant, l'express Nantes-Bordeaux était arrêté tous les 10 kms par des barrages de CRS et de gendarmes d'alarme. Cependant, à Brest, à Evreux, au Teil, à Villeneuve-St-Georges, au Trouilly, des manifestations bloquaient les routes.

La guerre d'Algérie ne coûte pas seulement des vies humaines, elle exige pas seulement l'envoi de centaines de milliers de jeunes hommes à leurs familles et de leur métier ; elle coûte aussi des milliards, par centaines.

Personne n'ose parler du déficit du budget : mille milliards ? c'est le chiffre officiel. 1500, 2000 milliards ? Il ne servirait à rien de le dire. A qui le gouvernement veut-il le faire payer ? Aux travailleurs, comme d'habitude.

Il s'agit, d'abord, d'augmenter l'impôt sur le revenu de 10 %. Au profit de qui ? De la guerre. On cherche à leur interdire la grève, en commençant par ceux de la radio et de la presse. On cherche à leur retirer les crédits déjà misérables de l'enseignement, et la Faculté des Sciences de Paris doit être fermée. On cherche dans ces conditions, à assumer ses services à la rentrée d'octobre.

Le peuple ne veut pas payer les frais de cette guerre, parce qu'il ne veut pas la guerre. L'exemple des travailleurs algériens, l'exemple des jeunes rappelés, l'exemple de ces 23 ouvriers de la Régie Renault qui veulent adresser un appel à tous les travailleurs de France pour une action de masse contre la sale guerre, sera médité et suivi. L'heure se rapproche d'une action d'ensemble pour la Paix et la Liberté.

Protestation du S.N.E.S. Vivement alarmé par un certain nombre d'attentes portées de différents côtés, nous nous sommes (liberté d'opinion, liberté de la presse en particulier).

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales.

En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

Souscription

- TROISIEME LISTE Daniel Marinus, 1200 francs ; André Hézard, 1000 francs ; Robert Dupuis, 500 francs ; Laurent Schwartz, 2000 francs ; Bernard V. 300 francs ; Mme Cardinal, 1000 francs ; Gastier, 1000 francs ; Jarnaud, 1000 francs ; Duthé, 1000 francs ; Emmons, 200 francs ; Maurice, 100 francs ; J. Julia, 1000 francs ; Ozi, 800 francs ; G. Renaud, 500 francs ; Jean, 1000 francs ; Raebler, 1000 francs ; J. Combe, 1000 francs ; A. Lottier, 500 francs ; J. Wey, 200 francs. Total de la troisième liste, 21.500 francs. Total de toutes les listes, 22.500 francs. Total général, 74.000 francs.

ASSEZ DE DUPLICITE !

empêcher l'organisation de larges mouvements ou manifestations qui peuvent être utiles à la lutte contre la guerre, un appel efficace au peuple algérien. Le camarade algérien devait d'ailleurs avoir une certaine expérience de ce qu'est la situation en Algérie et la façon dont elle s'est développée.

ASSEZ DE DUPLICITE ! Le peuple français, les travailleurs de la guerre, Au lieu de faire un premier manquement à la Cnipe, il vaudrait mieux que l'action véritable pour faire cesser la sale guerre. En préparant la grève générale les travailleurs imposent le pa-

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS DEFIENT

(Suite de la première page.) ver le commandant fit appel à une compagnie de CRS de Thionville, qui arriva aux abords de la ville. Les gendarmes se postèrent alors sur le quai. Les jeunes recrus eurent connaissance de leur présence, firent monter dans le train.

Les soldats, en passant devant les officiers, se mirent à crier, à manifester leur mécontentement et crièrent à nouveau : « A bas la guerre d'Algérie ! »

Cependant, l'express Nantes-Bordeaux était arrêté tous les 10 kms par des barrages de CRS et de gendarmes d'alarme. Cependant, à Brest, à Evreux, au Teil, à Villeneuve-St-Georges, au Trouilly, des manifestations bloquaient les routes.

La guerre d'Algérie ne coûte pas seulement des vies humaines, elle exige pas seulement l'envoi de centaines de milliers de jeunes hommes à leurs familles et de leur métier ; elle coûte aussi des milliards, par centaines.

Personne n'ose parler du déficit du budget : mille milliards ? c'est le chiffre officiel. 1500, 2000 milliards ? Il ne servirait à rien de le dire. A qui le gouvernement veut-il le faire payer ? Aux travailleurs, comme d'habitude.

Il s'agit, d'abord, d'augmenter l'impôt sur le revenu de 10 %. Au profit de qui ? De la guerre. On cherche à leur interdire la grève, en commençant par ceux de la radio et de la presse. On cherche à leur retirer les crédits déjà misérables de l'enseignement, et la Faculté des Sciences de Paris doit être fermée. On cherche dans ces conditions, à assumer ses services à la rentrée d'octobre.

Le peuple ne veut pas payer les frais de cette guerre, parce qu'il ne veut pas la guerre. L'exemple des travailleurs algériens, l'exemple des jeunes rappelés, l'exemple de ces 23 ouvriers de la Régie Renault qui veulent adresser un appel à tous les travailleurs de France pour une action de masse contre la sale guerre, sera médité et suivi. L'heure se rapproche d'une action d'ensemble pour la Paix et la Liberté.

Protestation du S.N.E.S. Vivement alarmé par un certain nombre d'attentes portées de différents côtés, nous nous sommes (liberté d'opinion, liberté de la presse en particulier).

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales.

En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.

LE CONSEIL NATIONAL réaffirme sa volonté de défendre fermement les libertés démocratiques fondamentales. En particulier une vigoureuse protestation contre l'agression du caractère de nos institutions démocratiques. Les participants au meeting organisé le 24 avril salle Wagram pour la défense des libertés démocratiques ont décidé de la manière dont la police a cru devoir remplir son rôle.